L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Publiée, rue Théâtre de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 9 JUILLET 1879

Le Gérant est rendu à dix heures.

M. Wiltz Sloan, Esq., Gérant—(Entrez! Entrez! Attention.) Par ordre du Président, je prend et le chemin de fer de Pontchartrain est déclaré qu'il y aura lieu de [illegible] le 25 février 1875, en ce qui concerne l'article 3.

En remplissant de cette charte les obligations, l'Assemblée législative a été consultée et le gouvernement [illegible] à rendre [illegible] suivant :

"Article unique.—L'article 9 de la Constitutionnelle du 25 février 1875 est adopté."

Votre commission vous propose de voter purement et simplement le projet du gouvernement. En le faisant, vous maintiendrez la France en capitale officielle, en capitale nécessaire. (Très bien! très bien! à gauche et au centre.)

Vous supprimerez de la même ville le pouvoir constituant et le pouvoir législatif. (Nouvelle approbation.)

Cela est nécessaire pour la dignité de la République, pour la prompte expédition des affaires, pour le repos du pays. (Très bien! très bien! à gauche et au centre.)

La commission me charge de demander à l'Assemblée de procéder immédiatement à la discussion. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Buffet demande l'ajournement à un lendemain; on demande cet ajournement. Plusieurs membres expliquent [illegible] votes.

M. Lucien Brun.—Je n'ai qu'un mot à ajouter à ce qu'a dit M. Buffet. Je désire expliquer pourquoi nous votons contre le retour à Paris.

Nous parce que nous sommes convaincus que nous allons livrer la France à la [illegible], violemment. (Approbation à droite.—Dénégations à gauche.)

Si j'étais un homme de parti, si je tenais le cœur de nos destinées, si je connaissais la volonté de Dieu qui peut disposer l'avenir du bien dans l'âme du chef, je vous dirais le pouvoir à Paris. (Vive approbation à droite.)

L'histoire est là pour vous renseigner; elle a prouvé le 6 octobre, elle prouvera le danger que vous prenez aujourd'hui.

Vous dites : N'allez pas à Paris, et si vous y allez, il ne nous restera plus qu'à répéter : Dieu sauve la France! (Protestations à gauche.—Applaudissements à droite.)

M. Paul de Cassagnac monte à la tribune.

M. le président.—Je recommande à l'Assemblée un profond silence, afin qu'aucune des paroles de l'orateur ne se perdra. (Exclamations à droite.—Hilarité à gauche.)

M. Paul de Cassagnac.—Je remplis mon devoir en disant que, selon moi et dans ma pensée, il amènera la chute et la ruine prochaine de la République, ce que je désire. (Exclamations.—Bruit à gauche.)

Voilà pourquoi je me lève au centre—La séance! la séance!

La clôture de la discussion générale est prononcée. L'assemblée nationale décide qu'elle passera à la discussion de l'article unique.

M. le président.—Personne ne demande la parole? Je mets aux voix l'article unique du projet ; il y a une demande de scrutin.

Il est procédé au scrutin.

M. le président.—J'ai l'honneur de donner communication à l'Assemblée nationale du résultat du dépouillement du scrutin. (Mouvement d'attention.)

Nombre de votants	811
Majorité absolue	406
Pour l'adoption	549
Contre	262

L'Assemblée nationale a adopté.

LA CONVENTION.

Séance de Lundi, 7 juillet 1879.

La séance est ouverte à dix heures. Soixante-onze délégués sont présents. M. Wiltz occupe le fauteuil.

Sur la motion de M. Kidd, il est décidé que la considération du rapport du comité de la dette de l'Etat relativement aux marais, aura lieu aussitôt après celle de l'ordonnance du comité de l'éducation au sujet de l'Université de la Louisiane.

Cette dernière ordonnance est appelée.

Le secrétaire le lit :

1. L'Université de la Louisiane, telle qu'elle est établie à la Nlle-Orléans, continuera de recevoir [illegible] et [illegible] ; mais [illegible] de droit l'école de médecine et l'école de [illegible] auxquelles demeurera dévolue [illegible].

2. La Législature vous approuve à l'administration de ce institution de l'Université et prendra à cet effet, annuellement, du fonds général, une somme qui ne devra pas être [illegible] mille piastres—pourvu que cette allocation ne dépasse pas [illegible] de la présente constitution.

Le chairman, M. Claiborne, en demande l'adoption, et présente un mémoire portant les signatures de nombreux citoyens de la Nlle-Orléans, lesquels prient l'assemblée de ne pas consentir à ce que le département de littérature de l'Université soit transféré hors des limites de la ville.

M. Pinchback offre d'ajouter à l'article 1 : "Il devra être établi, à la Nlle-Orléans, une Université pour les personnes de couleur."

M. Sutherlin, au nom de la minorité — composée de lui-même et de M. Gla — présente le substitut suivant :

La Législature devra pourvoir à l'administration de l'Université, et fera une allocation appropriée pour la fondation de l'école de droit et de l'école de médecine de la Nlle-Orléans, ainsi que pour le maintien de l'école de pharmacie.

Le délégué de De Soto dit que si l'assemblée rejette le substitut, la minorité lui proposera l'adoption d'une ordonnance qui détache l'école de littérature de l'Université située à la Nlle-Orléans et l'attache à l'Université établie à Baton-Rouge.

M. Claiborne, en défendant le rapport de la majorité des membres du comité dont il est chairman, dit qu'il ne comprendrait pas que l'Assemblée détruisit l'œuvre d'un corps qui a compté tant d'hommes distingués, et la détruisit dans le seul but de donner de l'éclat à l'institution d'une autre paroisse. La plupart des grandes universités se trouvent dans les grandes cités. Le délégué de Pointe Coupée ajoute qu'il a l'honneur d'appuyer l'article de M. Pinchback et le délégué de Madison félicite comme en [illegible].

M. Jastremski offre un amendement au rapport de la minorité ; un "City College"—collège de la ville—y remplace le département de littérature.

M. Fiché dit que l'école de littérature, est aujourd'hui parfaitement organisée et dirigée par des professeurs qui honorent n'importe quelle institution. Bien que hostile à accepter les innovations, continue le délégué de St. Tammany, je suis néanmoins toujours prêt à y consentir lorsqu'il en résulte une réforme, mais aucune des raisons qui nous ont été données ne justifierait le changement qu'on nous propose. Interrogé par le comité, le président du collège de Baton Rouge lui a répondu que l'adoption de la mesure n'augmenterait ni le nombre des élèves ni les ressources pécuniaires de l'institution, que le seul avantage qu'elle présente serait d'avoir l'honneur d'être une des trois écoles de l'Université. Les adversaires de l'ordonnance de la majorité affirment que l'école de littérature n'a jamais existé avant 1878. Même s'il en était ainsi, serions-nous autorisés à en porter le deuil? Mais ils se trompent comme ont prétendant qu'elle n'était pas, avant 1870, au nombre des institutions, puisque elle a existé durant les deux années qui ont précédé la guerre, et un de nos [illegible], un des derniers distingués de France, M. Gastil, éditeur du Louisiana Journal, a été une chaire de professeur. Le plaignant ne peut pas dire mieux et les [illegible] qu'elle [illegible] l'admiration de l'Assemblée. Le département littéraire est ouvert aux enfants de la [illegible] aussi bien qu'à ceux de la ville. Si la Convention en ordonnait le transfert à Baton-Rouge, la [illegible] ne [illegible] à une exclusion de [illegible] métropole. Les représentants de Baton-Rouge devraient être [illegible] de [illegible] qu'ils ont [illegible] à la ville. Ils [illegible] pas [illegible] à [illegible].

M. Sutherlin [illegible] contre l'injustice [illegible] délégués des campagnes en [illegible] à [illegible] [illegible] [illegible]